

# MEMORIAL

Journal Officiel  
du Grand-Duché de  
Luxembourg



# MEMORIAL

Amtsblatt  
des Großherzogtums  
Luxemburg

## RECUEIL ADMINISTRATIF ET ECONOMIQUE

B — N° 50

13 août 2001

### S o m m a i r e

Arrêté grand-ducal du 14 juin 2001 autorisant Monsieur José Pedro ALMEIDA LOURENÇO à changer son nom patronymique actuel en celui de «LOURENÇO».....	page 940
Arrêté grand-ducal du 14 juin 2001 autorisant Monsieur Pierre Justin FRANCK à changer les prénoms actuels en ceux de «Pierrot Pierre Justin».....	940
Arrêté grand-ducal du 22 juin 2001 autorisant Mademoiselle Patricia MACK à changer son prénom actuel en celui de «Patrice».....	940
Arrêté grand-ducal du 29 juin 2001 autorisant Monsieur Ramon FERNÁNDEZ CONDE et Madame Christiane Sylvie FRASCHT à changer le nom patronymique actuel de leurs enfants mineurs Noémie et Elodie FERNÁNDEZ CONDE en celui de FERNÁNDEZ.....	941
Arrêté ministériel du 2 juillet 2001 portant nomination des membres et des membres suppléants du comité de gestion de la mise en oeuvre de la loi du 22 juin 1999 en matière de formation professionnelle continue.....	941
Arrêté ministériel du 2 juillet 2001 portant nomination des membres et des membres suppléants du comité de suivi de la mise en oeuvre de la loi du 22 juin 1999 en matière de formation professionnelle continue.....	942
Arrêté grand-ducal du 6 juillet 2001 autorisant l'admission de la commune de Mersch au syndicat intercommunal du centre pour la conservation de la nature (SICONA-Centre).....	944
Arrêté ministériel du 18 juillet 2001 portant nomination d'un nouveau membre du comité de gestion du fonds pour la protection de l'environnement .....	944
Arrêté ministériel du 25 juillet 2001 portant nomination d'un médiateur.....	944
Administration de l'Aéroport – Examen de fin de stage.....	945
Administration du Cadastre et de la Topographie – Examen de fin de stage .....	945
Administration gouvernementale – Démission – Nominations.....	945
Administration gouvernementale – Examen de fin de stage.....	945
Code administratif – «Mise à jour 2001-I», seconde mise à jour pour 2001 – Mise en vente.....	945
Comité de l'Office National du Remembrement – Nomination.....	945
Comité du Travail Féminin – Nominations .....	945
Consulats – Prorogation de mandat.....	945
Entreprise des Postes et Télécommunications – Bilan et Comptes d'Ordre au 31 décembre 2000 – Compte de Profits et Pertes pour l'exercice du 1 <sup>er</sup> janvier 2000 au 31 décembre 2000.....	946
Institut Luxembourgeois de Régulation – Bilan et Compte de Profits et Pertes de l'exercice 2000.....	949
Police Grand-Ducale – Nominations .....	953
Relations extérieures – Remise de lettres de créance.....	953
Santé – Art de guérir .....	954
Santé – Médecine vétérinaire.....	954
Tableau des professionnels du secteur financier autorisés à exercer leur activité et soumis au contrôle de la commission de surveillance du secteur financier conformément à l'article 42 de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier – Complément N° 2 .....	955

**Arrêté grand-ducal du 14 juin 2001 autorisant Monsieur José Pedro ALMEIDA LOURENÇO à changer son nom patronymique actuel en celui de «LOURENÇO».**

Nous Henri, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau;

Vu la demande présentée par Monsieur José Pedro ALMEIDA LOURENÇO, né le 24 juin 1970 à Oliveira de Azemeis (P), de nationalité luxembourgeoise, demeurant à L-9466 Weiler/Pütscheid - 6a, route de Hosingen - sollicitant l'autorisation de changer son nom patronymique actuel en celui de «LOURENÇO»;

Vu le titre II de la loi du 11-21 germinal an XI relative aux prénoms et changements de noms modifiée par la loi du 18 mars 1982 relative aux changements de noms et de prénoms;

Vu les avis de Monsieur le Procureur Général d'Etat et de Monsieur le Procureur d'Etat à Diekirch;

Notre Conseil d'Etat entendu;

Sur le rapport de Notre Ministre de la Justice et après délibération du Gouvernement en Conseil;

Arrêtons:

**Art. 1<sup>er</sup>.** Monsieur José Pedro ALMEIDA LOURENÇO est autorisé à changer son nom patronymique actuel en celui de «LOURENÇO».

**Art. 2.** Le présent arrêté n'aura son exécution qu'après la révolution de trois mois à compter du jour de son insertion au Mémorial s'il n'intervient pas de décision contraire conformément à l'article 8 de la loi susvisée.

**Art. 3.** Notre Ministre de la Justice est chargé de l'exécution du présent arrêté dont la copie à remettre à l'intéressé sera soumise à la formalité de l'enregistrement conformément à l'article 12 de la loi du 31 mai 1824 et à l'article 3 de la loi du 18 mars 1982.

*Le Ministre de la Justice,*  
**Luc Frieden**

Palais de Luxembourg, le 14 juin 2001.  
**Henri**

**Arrêté grand-ducal du 14 juin 2001 autorisant Monsieur Pierre Justin FRANCK à changer les prénoms actuels en ceux de «Pierrot Pierre Justin».**

Nous Henri, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau;

Vu la demande présentée par Monsieur Pierre Justin FRANCK, né le 11 juillet 1971 à Luxembourg, de nationalité luxembourgeoise et demeurant à L-5720 Aspelt - 9a, um Kläppchen - sollicitant l'autorisation de changer ses prénoms actuels en ceux de «Pierrot Pierre Justin»;

Vu le titre II de la loi du 11-21 germinal an XI relative aux prénoms et changements de noms modifiée par la loi du 18 mars 1982 relative aux changements de noms et de prénoms;

Vu les avis de Monsieur le Procureur Général d'Etat et de Monsieur le Procureur d'Etat à Luxembourg;

Notre Conseil d'Etat entendu;

Sur le rapport de Notre Ministre de la Justice et après délibération du Gouvernement en Conseil;

Arrêtons:

**Art. 1<sup>er</sup>.** Monsieur Pierre Justin FRANCK est autorisé à changer ses prénoms actuels en ceux de «Pierrot Pierre Justin».

**Art. 2.** Le présent arrêté n'aura son exécution qu'après la révolution de trois mois à compter du jour de son insertion au Mémorial s'il n'intervient pas de décision contraire conformément à l'article 8 de la loi susvisée.

**Art. 3.** Notre Ministre de la Justice est chargé de l'exécution du présent arrêté dont la copie à remettre à l'intéressé sera soumise à la formalité de l'enregistrement conformément à l'article 12 de la loi du 31 mai 1824 et à l'article 3 de la loi du 18 mars 1982.

*Le Ministre de la Justice,*  
**Luc Frieden**

Palais de Luxembourg, le 14 juin 2001.  
**Henri**

**Arrêté grand-ducal du 22 juin 2001 autorisant Mademoiselle Patricia MACK à changer son prénom actuel en celui de «Patrice».**

Nous Henri, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau;

Vu la demande présentée par Mademoiselle Patricia MACK, née le 22 mars 1983 à Luxembourg, de nationalité luxembourgeoise, demeurant à L-6211 Consdorf - 33, An der Kuelscheier - sollicitant l'autorisation de changer son prénom actuel en celui de «Patrice»;

Vu le titre II de la loi du 11-21 germinal an XI relative aux prénoms et changements de noms modifiée par la loi du 18 mars 1982 relative aux changements de noms et de prénoms;

Vu les avis de Monsieur le Procureur Général d'Etat et de Monsieur le Procureur d'Etat à Diekirch;  
Notre Conseil d'Etat entendu;  
Sur le rapport de Notre Ministre de la Justice et après délibération du Gouvernement en Conseil;

Arrêtons:

**Art. 1<sup>er</sup>.** Mademoiselle Patricia MACK est autorisée à changer son prénom actuel en celui de «Patrice».

**Art. 2.** Le présent arrêté n'aura son exécution qu'après la révolution de trois mois à compter du jour de son insertion au Mémorial s'il n'intervient pas de décision contraire conformément à l'article 8 de la loi susvisée.

**Art. 3.** Notre Ministre de la Justice est chargé de l'exécution du présent arrêté dont la copie à remettre à l'intéressée sera soumise à la formalité de l'enregistrement conformément à l'article 12 de la loi du 31 mai 1825 et à l'article 3 de la loi du 18 mars 1982.

*Le Ministre de la Justice,*  
**Luc Frieden**

Palais de Luxembourg, le 22 juin 2001.  
**Henri**

**Arrêté grand-ducal du 29 juin 2001 autorisant Monsieur Ramon FERNÁNDEZ CONDE et Madame Christiane Sylvie FRASCHT à changer le nom patronymique actuel de leurs enfants mineurs Noémie et Elodie FERNÁNDEZ CONDE en celui de FERNÁNDEZ».**

Nous Henri, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau;

Vu la demande présentée par les époux Ramon FERNÁNDEZ CONDE et Christiane Sylvie FRASCHT demeurant à L-3395 Roeser, 6, rue des Fleurs, sollicitant l'autorisation de changer le nom patronymique actuel de leurs enfants mineurs Noémie FERNÁNDEZ CONDE, née le 4 novembre 1997 et Elodie FERNÁNDEZ CONDE, née le 22 juillet 2000, toutes les deux de nationalité luxembourgeoise, en celui de «FERNÁNDEZ».

Vu le titre II de la loi du 11-21 germinal an XI relative aux prénoms et changements de noms modifiée par la loi du 18 mars 1982 relative aux changements de noms et de prénoms;

Vu les avis de Monsieur le Procureur Général d'Etat et de Monsieur le Procureur d'Etat à Luxembourg;  
Notre Conseil d'Etat entendu;

Sur le rapport de Notre Ministre de la Justice et après délibération du Gouvernement en Conseil;

Arrêtons:

**Art. 1<sup>er</sup>.** Monsieur Ramon FERNÁNDEZ CONDE et Madame Christiane Sylvie FRASCHT sont autorisés à changer le nom patronymique actuel de leurs enfants mineurs Noémie et Elodie FERNÁNDEZ CONDE en celui de «FERNÁNDEZ».

**Art. 2.** Le présent arrêté n'aura son exécution qu'après la révolution de trois mois à compter du jour de son insertion au Mémorial s'il n'intervient pas de décision contraire conformément à l'article 8 de la loi susvisée.

**Art. 3.** Notre Ministre de la Justice est chargé de l'exécution du présent arrêté dont la copie à remettre aux intéressés sera soumise à la formalité de l'enregistrement conformément à l'article 12 de la loi du 31 mai 1824 et à l'article 3 de la loi du 18 mars 1982.

*Le Ministre de la Justice,*  
**Luc Frieden**

Palais de Luxembourg, le 29 juin 2001.  
**Henri**

**Arrêté ministériel du 2 juillet 2001 portant nomination des membres et des membres suppléants du comité de gestion de la mise en oeuvre de la loi du 22 juin 1999 en matière de formation professionnelle continue.**

*Le Ministre de l'Éducation Nationale,  
de la Formation Professionnelle et des Sports,*

Vu la loi du 22 juin 1999 ayant pour objet

1. le soutien et le développement de la formation professionnelle continue
2. la modification de la loi modifiée du 28 décembre 1988 réglementant l'accès aux professions d'artisan, de commerçant, d'industriel ainsi qu'à certaines professions libérales.

Considérant qu'il y a lieu de nommer, pour un terme renouvelable de trois ans, les membres du comité de gestion de la mise en oeuvre de la loi précitée.

Sur proposition des ministères concernés ;

Arrête:

**Art. 1<sup>er</sup>.** Sont nommés membres et membres suppléants du comité de gestion de la mise en oeuvre de la loi du 22 juin 1999 pour un terme renouvelable de trois ans:



**Représentants du Ministre des Classes Moyennes, du Tourisme et du Logement**

HOSTERT Marc	Attaché de Gouvernement 1 <sup>er</sup> en rang Membre
HASTERT Carlo	Inspecteur principal Membre suppléant

**Représentants du Ministre de l'Economie**

BELLOT Alain	Attaché de gouvernement 1 <sup>er</sup> en rang Membre
FRIEDERICH Luc	Chef de bureau adjoint à l'Administration des Contributions Directes Membre
HAENSEL Jean-Marie	1 <sup>er</sup> inspecteur des finances Membre

**Représentants du Ministre des Finances**

ZAHLEN Jean	Premier conseiller de gouvernement Membre
FISCH Maryse	Conseillère de gouvernement Membre suppléant

**Représentantes du Ministre du Travail et de l'Emploi**

LEY Robert	Secrétaire général Membre
DONDELINGER Jeff	Conseiller Membre suppléant

**Représentants de la Chambre d'Agriculture**

JUNCK Jean	Attaché, service formation Membre
KANDEL Jean	Chef du secteur formation continue Membre suppléant

**Représentants de la Chambre de Commerce**

MELMER Roger	Chargé de direction de l'Institut de formation Membre
FRISING Carlo	Conseiller en formation Membre suppléant

**Représentants de la Chambre des Employés Privés**

SADELER Manu	Conseiller technique Membre
KRIER Paul	Conseiller de direction Membre suppléant

**Représentants de la Chambre des Métiers**

THILLMANN Laurence	Conseillère Membre
SPELTZ Fernand	Conseiller Membre suppléant

**Représentants de la Chambre de Travail**

**Art. 2.** Le présent arrêté sera publié au Mémorial et copie en sera transmise à l'intéressé.

Luxembourg, le 2 juillet 2001.

Le Ministre de l'Éducation Nationale,  
de la Formation Professionnelle  
et des Sports,  
**Anne Brasseur**

**Arrêté grand-ducal du 6 juillet 2001 autorisant l'admission de la commune de Mersch au syndicat intercommunal du centre pour la conservation de la nature (SICONA-Centre).**

Nous Henri, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau;

Vu la loi du 23 février 2001 concernant les syndicats de communes;

Vu la délibération du conseil communal de Mersch en date du 20 septembre 2000 aux termes de laquelle ledit corps sollicite l'admission de la commune qu'il représente au syndicat intercommunal du centre pour la conservation de la nature (SICONA-Centre) dont la création a été autorisée par arrêté grand-ducal du 5 novembre 1999;

Vu les délibérations des conseils communaux des communes de Beckerich en date du 29 décembre 2000, de Bissen en date du 3 mai 2001, de Feulen en date du 5 décembre 2000, de Grosbous en date du 22 décembre 2000, de Mertzig en date du 18 décembre 2000, de Redange/Attert en date du 29 décembre 2000 et de Vichten en date du 7 décembre 2000 desquelles il résulte qu'ils sont d'accord avec l'admission de la commune de Mersch au syndicat intercommunal en question;

Sur rapport de Notre Ministre de l'Intérieur et après délibération du Gouvernement en Conseil;

Arrêtons:

**Art. 1<sup>er</sup>.** Sont approuvées les délibérations précitées ayant pour objet l'admission de la commune de Mersch au syndicat intercommunal du centre pour la conservation de la nature (SICONA-Centre).

**Art. 2.** Notre Ministre de l'Intérieur est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Mémorial.

*Le Ministre de l'Intérieur,*  
**Michel Wolter**

Palais de Luxembourg, le 6 juillet 2001.  
**Henri**

**Arrêté ministériel du 18 juillet 2001 portant nomination d'un nouveau membre du comité de gestion du fonds pour la protection de l'environnement.**

*Le Ministre de l'Environnement,*

Vu la loi modifiée du 31 mai 1999 portant institution d'un fonds pour la protection de l'environnement et notamment son article 6;

Vu le règlement grand-ducal du 15 novembre 1999 déterminant les modalités de fonctionnement du comité de gestion du fonds pour la protection de l'environnement;

Vu l'arrêté ministériel du 11 janvier 2000 portant désignation des membres du comité de gestion du fonds pour la protection de l'environnement;

Arrête:

**Art. 1<sup>er</sup>.** Est nommé membre du comité de gestion du fonds pour la protection de l'environnement, avec effet à partir du 18 juillet 2001:

Monsieur Théo Weber, Directeur-adjoint de l'Administration de l'Environnement, en tant que délégué du Ministre ayant dans ses attributions l'environnement et en remplacement de Monsieur Paul Hansen, Directeur de l'Administration de l'Environnement, démissionnaire.

**Art. 2.** Le présent arrêté sera publié au Mémorial; ampliation en sera transmise à l'intéressé pour lui servir de titre.

Luxembourg, le 18 juillet 2001.

*Pour le Ministre de l'Environnement,*  
*Le Secrétaire d'Etat,*  
**Eugène Berger**

**Arrêté ministériel du 25 juillet 2001 portant nomination d'un médiateur.**

*Le Ministre de la Justice,*

Vu la loi du 6 mai 1999 relative à la médiation pénale et portant modification de différentes dispositions

- a) de la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire,
- b) du code des assurances sociales;

Vu le règlement grand-ducal du 31 mai 1999 fixant les critères et la procédure d'agrégation aux fonctions de médiateur, la procédure de médiation pénale et le mode de rémunération des médiateurs;

Vu l'avis du Procureur Général d'Etat du 13 juillet 2001;

Arrête:

**Art. 1<sup>er</sup>.** Est inscrite sur la liste des médiateurs:

Madame Felicia Cavallaro Gruber, demeurant à 453, rue de Neudorf, L-2220 Luxembourg.

**Art. 2.** Le présent arrêté sera publié au Mémorial.

Luxembourg, le 25 juillet 2001.

Le Ministre de la Justice,  
**Luc Frieden**

---

**Administration de l'Aéroport. – Examen de fin de stage.** – L'Administration de l'Aéroport organisera au cours du mois de septembre 2001, un examen de fin de stage dans la carrière de l'artisan.

---

**Administration du Cadastre et de la Topographie. – Examen de fin de stage.** – Il est porté à la connaissance des intéressés qu'au courant du mois de janvier 2002 l'Administration du Cadastre et de la Topographie organisera un examen de fin de stage sanctionnant la formation spéciale dans la carrière moyenne du rédacteur.

---

**Administration gouvernementale. – Démission. - Nominations.** – Par arrêté grand-ducal du 29 juin 2001, démission honorable de ses fonctions de Conseiller de direction première classe à l'administration gouvernementale a été accordée, pour cause d'infirmités et à partir du 1<sup>er</sup> juillet 2001, à Monsieur Paul *Mathey*. Par ce même arrêté le titre honorifique de ses fonctions a été conféré à Monsieur Paul *Mathey*.

Par arrêté grand-ducal du 22 juin 2001, Monsieur Alain *Bellet*, Conseiller de direction adjoint à l'administration gouvernementale, a été nommé Conseiller de Direction à la même administration

Par arrêté grand-ducal du 29 juin 2001, Monsieur Aloyse *Picco*, rédacteur principal à l'Entreprise des Postes et Télécommunications, a été nommé rédacteur principal hors cadre à l'administration gouvernementale à partir du 1<sup>er</sup> août 2001.

---

**Administration gouvernementale. – Examen de fin de stage.** – Le Ministère de la Fonction Publique et de la Réforme Administrative organisera au cours du mois d'octobre 2001 un examen de fin de stage dans la carrière supérieure de l'attaché de gouvernement.

---

**Code Administratif. – «Mise à jour 2001-I», seconde mise à jour pour 2001. – Mise en vente.** – Editée par le Service Central de Législation, la seconde mise à jour pour l'année 2001 du Code Administratif, titrée «Mise à jour 2001-I», incluant les textes légaux et réglementaires jusqu'au 30 mars 2001, vient de paraître.

La mise à jour est commercialisée en librairie au prix de 500,- francs / 12,39 euros.

---

**Comité de l'Office national du Remembrement. – Nomination.** – Par arrêté grand-ducal du 17 juillet 2001 a été nommé membre effectif du Comité de l'Office national du Remembrement M. Romain *Freichel* de Kalborn en remplacement de M. Henri *Wenkin*.

---

**Comité du Travail Féminin. – Nominations.** – Par arrêté ministériel du 29 juin 2001 ont été nommés

**membres effectifs:**

Madame Maryse *Fisch*, Ministère du Travail et de l'Emploi, en remplacement de Madame Mariette Scholtus

Madame Nathalie *Schirtz*, Ministère de l'Education Nationale, de la Formation Professionnelle et des Sports, en remplacement de Madame Chantal *Schroeder*

Madame Danielle *Haustgen*, ABL, en remplacement de Monsieur Pierre *Bley*

**membre suppléant:**

Monsieur Jeannot *Berg*, Ministère du Travail et de l'Emploi, en remplacement de Madame Madeleine *Weisgerber*.

---

**Consulats. – Prorogation de mandat.** – Par arrêté grand-ducal du 18 juillet 2001, le mandat consulaire de Monsieur William *Davidson*, Consul honoraire du Grand-Duché de Luxembourg à Detroit/Michigan, a été prorogé pour une période renouvelable de cinq ans.



## Entreprise des Postes et Télécommunications

### BILAN AU 31 DECEMBRE 2000

<i>Actif</i>	31.12.2000	31.12.1999	<i>Passif</i>	31.12.2000	31.12.1999
	LUF	LUF		LUF	LUF
<b>A. ACTIF IMMOBILISE</b>			<b>A. CAPITAUX PROPRES</b>		
1. Immobilisations incorporelles			1. Capital	25.488.709.638	25.488.709.638
1.1. Concessions, brevets, licences, marques, ainsi que droits et valeurs similaires	431.229.288	533.949.539	2. Fonds de réserve	<u>6.700.152.354</u>	<u>5.033.375.514</u>
1.2. Fonds de commerce	20.299.320	40.598.640		32.188.861.992	30.522.085.152
1.3. Acomptes versés et immobilisations incorporelles en cours	<u>95.534.058</u>	<u>60.742.068</u>	<b>B. PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES</b>		
	<u>547.062.666</u>	<u>635.290.247</u>	1. Provisions pour impôts	445.357.400	496.949.000
2. Immobilisations corporelles			2. Autres provisions	<u>3.100.194.311</u>	<u>3.118.272.379</u>
2.1. Terrains et constructions	9.446.872.819	9.658.074.983		3.545.551.711	3.615.221.379
2.2. Réseaux de télécommunications	7.949.357.114	8.122.844.000	<b>C. DETTES</b>		
2.3. Installations techniques et machines	5.523.718.313	5.127.117.419	1. Avance de trésorerie de l'Etat	99.395.946	748.636.593
2.4. Autres installations, outillage et mobilier	337.156.517	387.578.441	2. Dettes sur achats et prestations de services	1.147.917.720	975.503.637
2.5. Acomptes versés et immobilisations corporelles en cours	<u>1.176.200.558</u>	<u>2.084.312.132</u>	3. Dettes envers des entreprises liées	25.964.182	30.358.321
	<u>24.433.305.321</u>	<u>25.379.926.975</u>	4. Dettes envers des entreprises avec lesquelles l'Entreprise a un lien de participation	13.517.051	30.707.502
3. Immobilisations financières	<u>1.146.435.714</u>	<u>960.155.883</u>	5. Autres dettes, dont dettes fiscales et dettes au titre de la Sécurité Sociale LUF 252.278.024 (1999: LUF 242.439.705)	<u>935.762.228</u>	<u>965.822.271</u>
4. Patrimoine culturel	<u>251.579.310</u>	<u>251.094.806</u>		2.222.557.127	2.751.028.324
	26.378.383.011	27.226.467.911	<b>D. COMPTES DE REGULARISATION</b>	67.870.172	123.218.126
<b>B. ACTIF CIRCULANT</b>			<b>E. BENEFICE DE L'EXERCICE</b>	2.670.147.048	2.766.776.840
1. Stocks	<u>697.875.375</u>	<u>61.741.089</u>			
2. Créances					
2.1. Créances résultant de ventes et prestations de services	1.816.443.639	1.753.172.609			
2.2. Créances sur entreprises liées	206.177.395	163.635.520			
2.3. Créances sur des entreprises avec lesquelles l'Entreprise a un lien de participation	254.739.713	184.827.697			
2.4. Autres créances	<u>838.704.170</u>	<u>522.355.583</u>			
	<u>3.116.064.917</u>	<u>2.623.991.409</u>			
3. Valeurs mobilières	<u>4.403.412.136</u>	<u>4.238.272.607</u>			
4. Disponibilités					
4.1. Avoirs en banques, comptes de chèques postaux	5.452.488.492	4.881.865.709			
4.2. Encaisse	<u>296.670.622</u>	<u>435.149.195</u>			
	<u>5.749.159.114</u>	<u>5.317.014.904</u>			
	13.966.511.542	12.241.020.009			
<b>C. COMPTES DE REGULARISATION</b>	350.093.497	310.841.901			
<b>TOTAL ACTIF</b>	<u>40.694.988.050</u>	<u>39.778.329.821</u>	<b>TOTAL PASSIF</b>	<u>40.694.988.050</u>	<u>39.778.329.821</u>



COMPTES D'ORDRE AU 31 DECEMBRE 2000

Section spéciale activité comptes chèques postaux

	31.12.2000 LUF	31.12.1999 LUF		31.12.2000 LUF	31.12.1999 LUF
Créances sur l'Etat	44.896.722.411	60.318.482.790	Dettes en CCP		
			Dettes en CCP envers l'Etat	31.014.696.137	46.402.357.055
			Dettes en CCP envers des tiers	13.882.026.274	13.916.125.735
TOTAL	<u>44.896.722.411</u>	<u>60.318.482.790</u>	TOTAL	<u>44.896.722.411</u>	<u>60.318.482.790</u>

COMPTE DE PROFITS ET PERTES POUR L'EXERCICE  
DU 1<sup>ER</sup> JANVIER 2000 AU 31 DECEMBRE 2000

	2000		1999	
	LUF	LUF	LUF	LUF
1. Montant net du chiffre d'affaires				
1.1. Services postaux	4.294.715.584		3.656.662.790	
1.2. Services financiers postaux	182.138.909		158.170.996	
1.3. Services de télécommunications	<u>12.460.877.445</u>	16.937.731.938	<u>12.379.852.493</u>	16.194.686.279
2. Autres produits d'exploitation		39.014.200		44.720.276
3.1. Charges de matières consommables		(402.542.739 )		(468.292.351 )
3.2. Prestations de tiers dans le trafic international		(3.585.066.554 )		(3.273.634.243 )
3.3. Autres charges externes		(1.709.429.032 )		(1.419.781.018 )
4. Frais de personnel				
4.1. Salaires et traitements	(4.404.992.405 )		(4.038.984.898 )	
4.2. Charges sociales	(280.076.924 )		(254.678.004 )	
4.3. Pensions	(284.734.011 )		(256.418.688 )	
4.4. Autres	<u>(315.665.146 )</u>	(5.285.468.486 )	<u>(395.776.024 )</u>	(4.945.857.614 )
5. Corrections de valeur				
5.1. Corrections de valeur sur immobilisations corporelles et incorporelles	(2.882.523.168 )		(2.814.968.437 )	
5.2. (Dotations) reprises de corrections de valeur sur éléments de l'actif circulant	<u>(84.414.968 )</u>	(2.966.938.136 )	<u>47.499.182</u>	(2.767.469.255 )
6. Autres charges d'exploitation		(270.590.031 )		(287.411.030 )
7. Produits provenant des participations		44.387.460		42.184.000
8. Intérêts et produits assimilés				
8.1. Produits financiers postaux	12.457.212		14.553.827	
8.2. Autres produits financiers	<u>400.765.977</u>	413.223.189	<u>246.408.217</u>	260.962.044
9. Intérêts et charges assimilées		(32.646.107 )		(25.451.354 )
10. Impôts sur le résultat provenant des activités ordinaires		<u>(412.000.000 )</u>		<u>(433.000.000 )</u>
11. Résultat provenant des activités ordinaires après impôts		2.769.675.702		2.921.655.734
12. Produits exceptionnels		38.036.243		37.872.626
13. Charges exceptionnelles		<u>(17.564.897 )</u>		<u>(78.751.520 )</u>
14. Résultat exceptionnel		20.471.346		(40.878.894 )
15. Autres impôts ne figurant pas sous les postes ci-dessus		<u>(120.000.000 )</u>		<u>(114.000.000 )</u>
16. RESULTAT DE L'EXERCICE		<u>2.670.147.048</u>		<u>2.766.776.840</u>

# INSTITUT LUXEMBOURGEOIS DE REGULATION

Conformément à l'article 63 de la loi du 21 mars 1997 sur les télécommunications, le Gouvernement en conseil a accordé en date du 14 juin 2001 la décharge à la direction de l'Institut Luxembourgeois de Régulation pour l'exercice 2000.

## BILAN AU 31 DECEMBRE 2000 (après affectation)

ACTIF	Val. brutes	Corr. valeur	31.12.2000	31.12.1999	PASSIF	31.12.2000	31.12.1999
A. CAPITAL DE DOTATION NON-VERSE				50.000.000	A. CAPITAUX PROPRES		
B. FRAIS D'ETABLISSEMENT					I. Capital de dotation	50.000.000	50.000.000
C. ACTIF IMMOBILISE					II. Réserve pour investissements	381.095.703	196.569.263
I. Immobilisations incorporelles					III. Résultats reportés	18.063.434	18.988.076
II. Immobilisations corporelles	94.203.583	52.986.934	41.216.649	61.347.392	<b>Total (A)</b>	<b>449.159.137</b>	<b>265.557.339</b>
III. Immobilisations financières	50.000		50.000	50.000	B. PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		
<b>Total (C)</b>	<b>94.253.583</b>	<b>52.986.934</b>	<b>41.266.649</b>	<b>61.397.392</b>	C. DETTES		
D. ACTIF CIRCULANT					1. Echéance inférieure à un an	5.417.654	22.549.617
I. Stock					2. Echéance supérieure à un an		
II. Créances					<b>Total (C)</b>	<b>5.417.654</b>	<b>22.549.617</b>
1. Echéance inférieure à un an	20.373.744	12.000.000	8.373.744	51.705.104	D. COMPTES DE REGULARISATION	531.000	539.000
3. Echéance supérieure à un an					E. BENEFICE DE L'EXERCICE	46.131.610	49.075.358
III. Valeurs mobilières							
IV. Avoirs en banque, avoirs en compte chèques postaux, chèques et encaisse	443.419.582		443.419.582	167.041.039			
<b>Total (D)</b>	<b>463.793.326</b>	<b>12.000.000</b>	<b>451.793.326</b>	<b>218.746.143</b>			
E. COMPTE DE REGULARISATION	8.179.426		8.179.426	7.577.779			
F. PERTE DE L'EXERCICE							
<b>TOTAL GENERAL (A+B+C+D+E+F)</b>			<b>501.239.401</b>	<b>337.721.314</b>	<b>TOTAL GENERAL (A+B+C+D+E)</b>	<b>501.239.401</b>	<b>337.721.314</b>

L'annexe ci-jointe fait partie intégrante des comptes annuels

## COMPTE DE PROFITS ET PERTES DE L'EXERCICE 2000

CHARGES	2000	1999	PRODUITS	2000	1999
Charges brutes	26.798.009	34.580.235	Produits bruts	308.800.103	282.884.234
Frais de personnel					
a) salaires et traitements	40.373.436	37.811.410	Produits provenant d'autres valeurs mobilières et de créances de l'actif immobilisé		
b) charges sociales					
- charges sociales hors pensions	2.566.821	2.439.575	Autres intérêts et produits assimilés	15.139.369	3.388.601
- charges sociales couvrant les pensions					
Corrections de valeur			Produits exceptionnels	5.902.671	13.164.840
a) sur frais d'établissement et sur immobilisations corporelles et incorporelles	22.420.621	19.858.826			
b) sur éléments de l'actif circulant, dans la mesure où elles dépassent les corrections de valeur normales au sein de l'entreprise	6.000.000	6.000.000	Résultat de l'exercice		
Autres charges d'exploitation	32.145	29.685			
Corrections de valeur sur immobilisations financières et sur valeurs mobilières faisant partie de l'actif circulant					
Intérêts et charges assimilés	54.196	106.789			
Charges exceptionnelles	938.865	2.309.724			
Réserve pour investissements	184.526.440	147.226.073			
Résultat de l'exercice	46.131.610	49.075.358			
<b>TOTAL</b>	<b>329.842.143</b>	<b>299.437.675</b>	<b>TOTAL</b>	<b>329.842.143</b>	<b>299.437.675</b>

950

*L'annexe ci-jointe fait partie intégrante des comptes annuels*

## ANNEXE AUX COMPTES ANNUELS AU 31 DECEMBRE 2000

**Généralités**

La législation sur le secteur des télécommunications a été réformée de manière fondamentale en 1997. C'est dans le cadre de cette réforme qu'a été créé l'Institut Luxembourgeois des Télécommunications. L'article 44 de la loi du 21 mars 1997 sur le secteur des télécommunications, modifié par la loi du 24 juillet 2000 sur l'organisation du marché de l'électricité, stipule: «Il est créé un établissement public dénommé Institut Luxembourgeois de Régulation. Cet établissement, qui est placé sous la surveillance du Ministre des Communications, jouit de l'autonomie financière et administrative et est doté de la personnalité juridique.»

La loi du 21 mars 1997 impose à l'Institut Luxembourgeois de Régulation l'établissement de comptes annuels sans cependant définir la forme que doivent revêtir ces comptes. Dans la présentation des comptes l'Institut s'est donc inspiré des sous-sections 1 à 8 de la section XIII de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales.

Les états financiers de l'Institut pour l'exercice 2000 ont été établis conformément aux dispositions et aux pratiques comptables généralement admises au Luxembourg. Les comptes sont tenus en francs luxembourgeois. L'exercice financier de l'Institut coïncide avec l'année civile.

**Bilan****Immobilisations corporelles**

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou de revient et font l'objet d'un amortissement linéaire.

Les valeurs brutes des postes installations techniques (1), mobilier (2), matériel de bureau (3), matériel roulant (4) et frais d'aménagement des locaux (5) ont évolué comme suit:

	Valeur au 01.01.2000	(+)	(-)	Valeur au 31.12.2000
(1)	22.192.877	704.098		22.896.975
(2)	9.723.493			9.723.493
(3)	38.655.465	1.759.865	598.728	39.816.602
(4)	2.143.265			2.143.265
(5)	19.623.248			19.623.248
Total	92.338.348			94.203.583

Les corrections de valeur des différents postes ci-dessus ont évolué comme suit:

	Valeur au 01.01.2000	(+)	(-)	Valeur au 31.12.2000
(1)	(6.718.038)	(6.514.776)		(13.232.814)
(2)	(2.249.830)	(1.215.422)		(3.465.252)
(3)	(17.586.351)	(12.299.453)	424.643	(29.461.161)
(4)	(617.019)	(428.653)		(1.045.672)
(5)	(3.819.718)	(1.962.317)		(5.782.035)
Total	(30.990.956)			(52.986.934)

La durée normale d'utilisation prévue des immobilisations est la suivante:

– installations techniques	10 ans resp, 3 ans
– mobilier	8 ans
– matériel de bureau, hardware et software	3-5 ans
– matériel roulant	5 ans
– frais d'aménagement des locaux	10 ans

### **Immobilisations financières**

Les immobilisations financières représentent un dépôt de garantie.

#### **Créances**

Les créances figurent pour leur valeur nominale et sont ventilées comme suit:

– clients	17.818.975
– créances diverses	2.554.769

Les créances nettes exigibles postérieurement à la date de clôture se chiffrent à LUF 46.440.

Des corrections de valeurs ont été pratiquées afin de tenir compte du risque de non-recouvrement de certaines créances.

#### **Avoirs en banques**

Ce poste se subdivise comme suit:

– avoirs en comptes courants et c.c.p.	443.409.033
– caisse	10.549

#### **Comptes de régularisation à l'actif**

Ce poste concerne des frais d'exploitation constatés d'avance.

#### **Fonds propres**

Conformément à l'article 47 de la loi du 21 mars 1997 l'Institut doit bénéficier de la part de l'Etat d'une dotation initiale en espèces de LUF 50.000.000. En contrepartie de cet apport l'Etat devient détenteur de tous les avoirs de l'Institut, à l'exception des avoirs du compte de service universel.

La dotation initiale prévue par l'article 47 de la loi du 21 mars 1997 n'a pas été versée. Toutefois par décision du Conseil de Gouvernement du 22 mars 2000 l'Institut Luxembourgeois des Télécommunications a été autorisé à compenser les résultats reportés avec le capital de dotation non-versé et figurant à l'actif du bilan, pour un montant de LUF 50.000.000.

Par décision du Conseil de l'Institut Luxembourgeois de Régulation, les états financiers de l'Institut sont présentés après affectation de 80% du résultat de l'exercice à une «Réserve pour investissements».

#### **Dettes**

Les dettes figurent pour leur valeur nominale et sont ventilées comme suit:

– Fournisseurs	4.184.878
– Taxe sur la valeur ajoutée	139.787
– Cotisations sécurité sociale	732.751
– Tantièmes et indemnités	360.000
– Fonds pension fonctionnaires	238

Les frais à payer exigibles postérieurement à la date de clôture rattachés aux dettes se chiffrent à LUF 1.021.580.

#### **Comptes de régularisation au passif**

Les comptes de régularisation au passif concernent des produits d'exploitation constatés d'avance.

#### **Compte de Profits et Pertes**

##### **Charges brutes**

Ce poste concerne les frais de fonctionnement normaux de l'Institut.

Loyers et charges locatives	5.529.630
Entretien et réparations	1.488.368
Eau et Energie	584.486
Frais de PTT	821.058
Documentation	342.825
Imprimés et fournitures de bureau	333.839
Petit équipement	731.365
Fournitures diverses	198.344
Assurances	608.720
Honoraires et Commissions	3.503.770
Cotisations aux organismes internationaux	7.228.117
Transports, voyages et déplacements	3.300.210
Frais divers	590.358
Publicité et relations publiques	1.536.919

TOTAL	26.798.009
-------	------------

**Frais de personnel**

Salaires et traitements	39.359.902
Autres frais de personnel	1.013.534
Charges sociales	2.566.821
<b>TOTAL</b>	<b>42.940.257</b>

**Produits bruts**

Ce poste concerne les éléments suivants:

Réseaux de télécom. & services soumis à la licence	58.863.341
Réseau de services GSM / DCS 1800	160.500.000
Services soumis à déclaration	2.135.000
Service fixe par satellite	7.810.000
Réseau mobile à utilisation partagée des fréquences	16.610.400
Réseau mobile à utilisation exclusive des fréquences	200.000
Réseau mobile public	4.300.000
Service relevant des besoins de la défense nationale et/ou de la sécurité publique	13.400.000
Liaisons terrestres fixes par radio	11.542.541
Service mobile aéronautique et maritime	4.461.000
Radioamateur	553.000
Service fixe de radionavigation et de radiolocalisation	1.100.000
Attribution et utilisation de numéros	27.317.500
Prestations accessoires	7.321
<b>TOTAL</b>	<b>308.800.103</b>

**Produits et charges exceptionnels**

Les produits exceptionnels concernent principalement une annulation de dettes vis-à-vis d'un fournisseur.  
Les charges exceptionnelles représentent principalement des créances irrécouvrables.

**Autres indications****Personnel employé**

Personnel au 31.12.2000: 21.

**Police Grand-Ducale. – Nominations.** – Par arrêtés grand-ducaux du 6 juillet 2001, Messieurs Jacques Klein, René Lindenlaub, Jeff Neuens et Philippe Schrantz, commissaires divisionnaires de police, ont été nommés au grade de premier commissaire divisionnaire dans le cadre supérieur de la police à partir du 1<sup>er</sup> août 2001.

Par arrêté grand-ducal du 6 juillet 2001, Monsieur Lucien Schiltz, commissaire divisionnaire adjoint hors cadre de police, a été nommé au grade de commissaire divisionnaire hors cadre dans le cadre supérieur de la police à partir du 5 août 2001.

Par arrêtés grand-ducaux du 6 juillet 2001, Messieurs Donat Donven et Pascal Schumacher, commissaires divisionnaires adjoints de police, ont été nommés au grade de commissaire divisionnaire dans le cadre supérieur de la police à partir du 5 août 2001.

Par arrêté grand-ducal du 6 juillet 2001, Monsieur Célestin Lommel, attaché de direction à la police grand-ducale, a été nommé attaché de direction 1<sup>er</sup> en rang à la même administration.

**Relations extérieures – Remise de lettres de créance.**

Le 14 juin 2001 S.A.R. le Grand-Duc a reçu en audience, pour la remise de ses lettres de créance, Son Excellence Monsieur Thongphacanh SONNASINH, Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de la République Démocratique Populaire Lao.

A la même occasion Son Excellence Monsieur Sonnasinh a présenté les lettres de rappel de son prédécesseur.

Le 14 juin 2001 S.A.R. le Grand-Duc a reçu en audience, pour la remise de ses lettres de créance, Son Excellence Monsieur Edmond MULET-LESIEUR, Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de la République du Guatemala.

A la même occasion Son Excellence Monsieur Mulet-Lesieur a présenté les lettres de rappel de son prédécesseur.



Le 14 juin 2001 S.A.R. le Grand-Duc a reçu en audience, pour la remise de ses lettres de créance, Son Excellence Monsieur Jeremy M. MATJILA, Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de la République d'Afrique du Sud.  
A la même occasion Son Excellence Monsieur Matjila a présenté les lettres de rappel de son prédécesseur.

Le 14 juin 2001 S.A.R. le Grand-Duc a reçu en audience, pour la remise de ses lettres de créance, Son Excellence Monsieur Porfirio Munoz LEDO, Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire des États-Unis mexicains.  
A la même occasion Son Excellence Monsieur Ledo a présenté les lettres de rappel de son prédécesseur.

Le 14 juin 2001 S.A.R. le Grand-Duc a reçu en audience, pour la remise de ses lettres de créance, Son Excellence Monsieur Mustapha SALAHLINE, Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire du Royaume du Maroc.  
A la même occasion Son Excellence Monsieur Salahdine a présenté les lettres de rappel de son prédécesseur.

Le 14 juin 2001 S.A.R. le Grand-Duc a reçu en audience, pour la remise de ses lettres de créance, Son Excellence Monsieur Aivars GROZA, Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de la République de Lettonie.  
A la même occasion Son Excellence Monsieur Groza a présenté les lettres de rappel de son prédécesseur.

Le 14 juin 2001 S.A.R. le Grand-Duc a reçu en audience, pour la remise de ses lettres de créance, Son Excellence Monsieur Konstantin ZALDASTANISHVILI, Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de Géorgie.  
A la même occasion Son Excellence Monsieur Zaldastanishvili a présenté les lettres de rappel de son prédécesseur.

Le 14 juin 2001 S.A.R. le Grand-Duc a reçu en audience, pour la remise de ses lettres de créance, Son Excellence Monsieur Jean Omer BERIZIKY, Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de la République de Madagascar.  
A la même occasion Son Excellence Monsieur Beriziky a présenté les lettres de rappel de son prédécesseur.

Le 14 juin 2001 S.A.R. le Grand-Duc a reçu en audience, pour la remise de ses lettres de créance, Son Excellence Monsieur Mohamed Moussa CHEHEM, Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de la République de Djibouti.  
A la même occasion Son Excellence Monsieur Chehem a présenté les lettres de rappel de son prédécesseur.

Le 14 juin 2001 S.A.R. le Grand-Duc a reçu en audience, pour la remise de ses lettres de créance, Son Excellence Monsieur Jerry Alexander A. JANA, Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de la République de Malawi.  
A la même occasion Son Excellence Monsieur Jana a présenté les lettres de rappel de son prédécesseur.

Le 9 juillet 2001 S.A.R. le Grand-Duc a reçu en audience, pour la remise de ses lettres de créance, Son Excellence Monsieur Masahiro ANDO, Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire du Japon.  
A la même occasion Son Excellence Monsieur Ando a présenté les lettres de rappel de son prédécesseur.

Le 9 juillet 2001 S.A.R. le Grand-Duc a reçu en audience, pour la remise de ses lettres de créance, Son Excellence Monsieur Tesfai GHIRMAZIEN, Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de l'Etat d'Érythrée.  
A la même occasion Son Excellence Monsieur Ghirmazien a présenté les lettres de rappel de son prédécesseur.

---

**Santé. – Art de guérir.** – Par arrêté ministériel du 17 juillet 2001 Monsieur le Dr Joseph Mertens, né le 12 février 1964, a été autorisé à exercer la profession de médecin-généraliste au Luxembourg.

---

**Santé. – Art de guérir.** – Par arrêté ministériel du 23 juillet 2001, Monsieur le Dr Kourosh Tavakoli, né le 15 septembre 1964, a été autorisé à exercer la profession de médecin-généraliste au Luxembourg.

---

**Santé. – Médecine vétérinaire.** – Par arrêté ministériel du 19 juillet 2001, Monsieur Christian Balleyer, né le 7 octobre 1968, a été autorisé à exercer la profession de médecin-vétérinaire au Luxembourg.

Par arrêté ministériel du 19 juillet 2001, Madame Judith Wegner, née le 9 novembre 1973, a été autorisée à exercer la profession de médecin-vétérinaire au Luxembourg.

---

**Santé. – Art de guérir.** – Par arrêté ministériel du 25 juillet 2001, Madame le Dr Patricia Marong, née le 6 juin 1965, a été autorisée à exercer la profession de médecin-spécialiste en urologie au Luxembourg.

---

**Tableau des professionnels du secteur financier autorisés à exercer leur activité et soumis au contrôle de la commission de surveillance du secteur financier conformément à l'article 42 de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier.**

COMPLEMENT N° 2:

Il y a lieu **d'ajouter** au tableau arrêté au 31 décembre 2000 et publié au Mémorial B n° 10 du 7 février 2001 sous:

**Catégorie: Commissionnaires (article 24 A)**

CARL KLIEM, 251, route d'Arlon, L-2014 Luxembourg

CREDIT AGRICOLE INDOSUEZ CONSEIL S.A., en abrégé "CAI Conseil", 3, avenue Pasteur, L-2311 Luxembourg

**Catégorie: Gérants de fortunes (article 24 B)**

INTERNATIONAL FUND SERVICES & ASSET MANAGEMENT S.A., 2, rue Jean Monnet. L-2180 Luxembourg

**Catégorie: Professionnels intervenant pour leur propre compte (article 24 C)**

BRIANFID-LUX S.A., 26, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg

**Catégorie: Distributeurs de parts d'OPC (article 24 D)**

AIG ASSET MANAGEMENT INTERNATIONAL (EUROPE) S.A., 11, avenue Guillaume, L-1651 Luxembourg

BRIANFID-LUX S.A., 26, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg

INTERNATIONAL FUND SERVICES & ASSET MANAGEMENT S.A., 2, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg

**Catégorie: Dépositaires professionnels de titres ou d'autres instruments financiers (article 28)**

BRIANFID-LUX S.A., 26, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg,

**Catégorie: Domiciliataires de sociétés (article 28-1)**

FURKA S.A., 2, avenue du X Septembre, L- 2550 Luxembourg

GRAHAM TURNER TRUST SERVICES (LUXEMBOURG) S.A., 4, rue Jean Engling, L-1466 Luxembourg

MORLEY CORPORATE SERVICES S.A., 34, avenue de la Liberté, L-1930 Luxembourg

Il y a lieu de **modifier** au tableau arrêté au 31 décembre 2000 et publié au Mémorial B n° 10 du 7 février 2001 sous:

**Catégorie: Conseillers en opérations financières (article 25)**

- l'adresse de l'établissement suivant:

TIMING CONSULT S.A., 2, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg

**Catégorie: Courtiers (article 26)**

- l'adresse de l'établissement suivant:

VMS KEYTRADE LUXEMBOURG S.A., 52, rue Charles Martel, L-2134 Luxembourg

Il y a lieu de **retirer** au tableau arrêté au 31 décembre 2000 et publié au Mémorial B n° 10 du 7 février 2001 sous:

**Catégorie: Courtiers (article 26)**

CARL KLIEM, 251, route d'Arlon, L- 2014 Luxembourg

Luxembourg, le 30 juin 2001

COMMISSION DE SURVEILLANCE DU SECTEUR FINANCIER

Arthur Philippe  
Directeur

Jean-Nicolas Schaus  
Directeur Général